

CONTRE L'ÉTAT D'URGENCE, ET POUR LES LIBERTÉS !

Des manifestations interdites, des assignations à résidence arbitraires, des policiers autorisés à porter leurs armes en dehors de leur service et à tirer en l'air pendant les manifestations, des perquisitions en pleine nuit dans les quartiers populaires, on parle de quel État policier là ? Ah oui, la France, en état d'urgence depuis les attentats du 13 novembre et qui s'est engouffrée un peu plus dans la brèche, déjà largement ouverte, de l'Etat policier. La condamnation légitime des actes d'une rare cruauté perpétrés par Daesh ne doit pas nous empêcher de rester critiques face aux mesures autoritaires et liberticides prises par le gouvernement, sous couvert de lutte contre le terrorisme. Pour nous, plusieurs combats sont à mener

Se battre pour nos libertés

Il faut préserver nos libertés publiques. L'état d'urgence, les assignations à résidence, les perquisitions administratives, les interdictions de manifester ne servent à pas grand-chose face à des terroristes armés et déterminés. Contrairement à ce que l'on veut nous faire croire, l'état d'urgence ne nous protège aucunement du terrorisme ! Par contre, cette restriction des libertés est bien pratique pour soutenir un pouvoir injuste et impopulaire, en muselant toute contestation sociale. Ainsi le samedi neuf janvier à Toulouse, la police a encerclé un repas partagé, organisé en soutien à la lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, le privant de toute visibilité et de possibilité d'interagir avec les passants. L'argument de la « sécurité » ne tient plus quand on pense que les manifestations d'hommage ont été maintenues, tout comme les manifestations commerciales telles les marchés de Noël ou les rencontres sportives... Pour nous l'urgence c'est d'agir pour préserver nos libertés : manifestations, grèves, occupations ! Nous devons construire un rapport de force et c'est maintenant qu'il faut le faire !

Ne pas laisser le racisme s'installer

Les « démocrates » et « républicains » ont beau jeu de s'insurger contre la montée du front national aux élections en appelant à la factice « unité nationale ». En accentuant la répression contre tous ceux et toutes celles qui sont désigné-es comme étranger-es et ennemi-es, ce sont aussi leurs gouvernements soi disant « démocrates » qui ont préparé le terrain à l'idéologie de l'extrême droite.

Après les attentats de Charlie Hebdo et du 13 novembre, la population issue de l'immigration a été encore plus stigmatisée. Assimilée en bloc à la religion musulmane, elle a été sommée de s'expliquer et de s'excuser pour des actes qu'elle n'a ni commis, ni souhaités. Elle a même dû faire face à des agressions verbales et physiques, sans parler de suspicions quotidiennes pour une barbe ou une jupe trop longue. Contre les amalgames, contre les crimes policiers qui tuent les migrant-es et leurs descendants, développons nos solidarités, et ne restons pas sans voix !

Soutenir le peuple kurde, le seul à combattre Daech sur le terrain

Ne pas être spectatrice ou spectateur de cet état des choses, c'est aussi se poser la question de savoir comment véritablement combattre Daech. Arrêtons de serrer les rangs derrière des bombardements états-uniens, russes ou français, qui poursuivent des buts impérialistes qui ne concordent pas avec les intérêts du plus grand nombre !

Soutenons plutôt les forces progressistes kurdes des YPG qui ont infligé une défaite sanglante à l'Etat Islamique à Kobané et mis en place une organisation basée sur la démocratie directe et horizontale. Actuellement les kurdes, renforcés de leurs alliés progressistes arabes sunnites et chrétiens syriens, sont la seule force à combattre Daech sur le terrain, avec succès. Pourtant, certaines de ces organisations sont considérées comme terroristes par l'Union Européenne et les Etats Unis à la demande de la Turquie, dont les relations avec Daech sont bien troubles...

Soutenons la lutte du peuple kurde et de ses alliés progressistes contre Daech, en la popularisant, et en la soutenant politiquement et financièrement.

Agissons, occupons la rue !

Contre l'état d'urgence et sa prolongation et pour la défense de nos libertés !

Contre les guerres impérialistes et pour un soutien aux forces progressistes kurdes !

Contre le racisme d'État et pour les solidarités !

**MANIFESTATION SAMEDI 30 JANVIER
14H PLACE ARNAUD BERNARD**

Signataires : Alternative libertaire 31, C.G.A Toulouse, CNT-f 31, SUD Education 31, Solidaires Etudiants 31, Union Antifasciste Toulousaine,